

Nigéria : Dix morts dans l'effondrement d'un immeuble à Lagos

Page 10

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 04 Mai 2022

7 Jrs/7

N°1926

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Mali : La France conteste la rupture des accords de défense par les autorités de transition

Page 12





Egypte: Plus de 3 000 détenus graciés

Page 2



Somalie : Le Parlement désormais présidé par l'opposition

Page 6



Nouvelle hausse des prix du carburant au Burundi

Page 5

EGYPTE

Le président al-Sissi gracie plus de 3 000 détenus

Selon le site d'information Africanews, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a gracié plus de 3 000 prisonniers, parmi lesquels le journaliste Hossam Moniss, emprisonné pour «diffusion de fausses nouvelles».



Ce sont au total 3273 détenus que le président égyptien a gracié à l'occasion de l'anniversaire de la «libération du Sinaï», péninsule occupée de 1967 au 25 avril 1982 par Israël, a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. Hossam Moniss, figure de la gauche égyptienne, avait été condamné à quatre ans de prison en novembre pour «diffusion de fausses nouvelles», un chef d'inculpation régulièrement utilisé contre les opposants en Égypte, selon des ONG des droits humains. Le journaliste avait été arrêté en 2019 avec d'autres opposants qui tentaient de former une alliance sous le nom de la «Coalition de l'espoir» pour se présenter aux législatives de 2020.

Révolte populaire

Un tribunal d'exception l'avait condamné, ainsi que cinq autres opposants dont l'ex-député Ziad el-Elaimi, figure de la révolte populaire de 2011 ayant renversé le président Hosni Moubarak-, à des peines allant de trois à cinq ans d'emprisonnement. «Félicitations, Hossam Moniss a été gracié», a tweeté l'avocat Tarek al-Awady, selon Africanews. Cette annonce intervient trois jours après la libération de 41 prisonniers politiques en détention préventive, dont plusieurs figures de la révolte de 2011. D'autres grâces présidentielles, traditionnellement accordées à des centaines de prisonniers pour la fin du mois de jeûne musulman du ramadan, pourraient également être annoncées début mai. Depuis son arrivée au pouvoir en 2013, Abdel Fattah al-Sissi est accusé par des organisations de défense des droits humains d'avoir progressivement muselé la population. L'Égypte compte plus de 60 000 détenus d'opinion, dont «des militants pacifiques, des défenseurs des droits humains, des avocats, des universitaires et des journalistes détenus uniquement pour avoir exercé leurs droits à la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association», selon Amnesty International.

Oumou Konaté

CAMEROUN

MSF lance un nouvel appel pour la libération de ses collaborateurs

L'ONG Médecins sans frontières a de nouveau demandé aux autorités camerounaises la libération de ses quatre collaborateurs détenus dans la région du Sud-Ouest. Ces derniers, une infirmière et un ambulancier ont été arrêtés alors qu'ils portaient secours à un homme blessé par balle.



Médecins sans frontières a une nouvelle fois lancé un appel pour la libération de ses collaborateurs arrêtés et détenus il y a de cela quatre mois, pour avoir porté secours à un homme blessé par balle. Selon Actu Cameroun, l'armée camerounaise a, dans un communiqué, accusé l'ONG humanitaire de «complicité de sécessionnisme» car l'homme qu'ils transportaient était membre d'un groupe armé séparatiste. Et MSF de répliquer qu'en tant qu' une ONG d'aide médicale, leur rôle n'est pas de choisir des blessés mais de soigner tout le monde sans avoir à choisir de camp. « Nos collègues sont toujours détenus alors qu›ils faisaient seulement leur travail. Même s›ils avaient su son identité, c›est tout de même un patient, rappelle-t-il. L›État a la responsabilité d›identifier, de juger et de condamner les criminels ou soi-disant terroristes. Ce n'est pas notre responsabilité. Notre responsabilité, c'est de prendre en charge les patients. Notre responsabilité s'arrête là. Nous n'avons pas à nous substituer à l'État, à ses services de sécurité, pour déterminer qui est qui comme patient. », a déclaré à RFI, Sylvain Groulx, responsable des opérations pour MS.

Rappelons que pour exiger la libération de ses collaborateurs MSF a suspendu ses activités dans le Sud-Ouest du Cameroun depuis fin mars 2022, plus d'un an et demi après avoir quitté le Nord-Ouest, l'autre région anglophone.

Roseline BADO

SÉNÉGAL

Le gouvernement réduit les taxes des commerçants sur les importations

En 2021, 60% du blé du Sénégal provenait d'Ukraine et de Russie, face à la flambée des prix liée au conflit entre les deux pays, le gouvernement sénégalais décide d'augmenter les subventions et de réduire les taxes sur les importations.



Le gouvernement compte augmenter les subventions et réduire les taxes et les frais

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a porté un coup dur à la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale. L'interruption des exportations de certains aliments comme l'huile de tournesol ou le blé handicape des pays du Moyen-Orient et d'Afrique qui dépendant fortement de ces denrées.

«Les prix du blé ont connu un niveau élevé au cours de la période écoulée en raison de la hausse des taux de fret dans le contexte de la pandémie du Covid-19. En réponse à la hausse des prix du blé, nous avons également pris des mesures pour alléger les difficultés des minoteries. Nous espérions tous voir les prix baisser, mais malheureusement les prix du blé ont recommencé à s'envoler en raison du déclenchement du conflit entre la Russie et l'Ukraine.» a déclaré Momar Ndao, président de l'Association des consommateurs du Sénégal, dans des propos rapportés par Africanew.

Il faut noter que la récente rareté des importations, pousse les commerçants à augmenter les prix. Une conséquence que le gouvernement sénégalais souhaite contrer en mettant en place des solutions.

Rappelons que le président de l'Association des consommateurs du Sénégal a exhorté les Sénégalais à signaler aux autorités tous les vendeurs surfacturant certains produits.

Fatimata COMPAORE

BURUNDI

Nouvelle hausse des prix du carburant



Le gouvernement avait décidé d'augmenter de près de 13% le prix du carburant à la pompe en janvier

Lans un communiqué publié le jeudi 28 avril 2022, le ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines, a annoncé une hausse des prix du carburant liée aux conséquences de la guerre menée par la Russie en Ukraine et une économie mondiale fragilisée par la pandémie de la Covid-19.

Au Burundi, le prix du carburant poursuit son envolée. Selon Africanew, il vient de subir sa deuxième hausse en trois mois. Conséquence, à la pompe, le litre d'essence coûte désormais 1, 6 dollar américain, le gasoil, 1,5 dollar après la révision des prix initiée par le gouvernement. Contre 1,3 dollar américain et à 1,2 dollar américain pour le pétrole en janvier.

'' Suite à la conjoncture économique mondiale consécutive notamment à la fragilité d'une économie convalescente, la guerre en Ukraine, les perturbations de l'offre et les tensions géopolitiques , les cours mondiaux de plusieurs

La suite à la page 6

La suite de la page 5

produits dont le carburant ont sensiblement augmenté. Le prix du baril du pétrole brut sur le marché international est passé de 70,8 dollars américains au 2 décembre 2021 à 103,67 dollars américains au 27 avril 2022, soit une augmentation d'environ 47 % '', explique un communiqué du ministère en charge des hydrocarbures.

Cette nouvelle hausse des prix du carburant fait suite à une pénurie généralisée de ce produit stratégique qui avait entraîné des files gigantesques d'automobiles aux abords de certaines stations-service. Le prix de l'essence est passé de 2.700 à 3.250 BIF, celui du mazout est passé de 2.650 à 3.450 BIF et celui du pétrole est passé de 2.450 à 3.150 BIF. La dernière hausse du prix du carburant est intervenue le 27 janvier 2022, explique le journal Iwacu-Burundi.

Les consommateurs redoutent une hausse des prix des denrées alimentaires importées, dont le coût et la disponibilité sont conditionnés par le prix du carburant.

Fatimata COMPAORE

Le Parlement désormais présidé par l'opposition



Le président de la Chambre basse du Parlement somalien nouvellement élu, Sheikh Adan Mohamed Nur

Le jeudi 28 avril 200, la Somalie a conclu une étape clé de son processus électoral avec la désignation du président de la chambre basse du parlement, deux jours après celle du leader de la chambre haute, rapporte Africanews.

Ces deux désignations ouvrent la voie à l'élection du président de la Somalie, étape finale de cette période électorale troublée, marquée par des violences et par une intense lutte de pouvoir au sommet de l'Etat. Le vote de jeudi s'est déroulé sous un chapiteau dressé dans l'enceinte de l'aéroport international de Mogadiscio, placé sous haute sécurité après plusieurs attaques du mouvement jihadiste, Shebaab qui mène son insurrection en Somalie depuis plus de dix ans. Selon Africanews, Cheikh Adan Mohamed Nur, plus connu sous le nom de Cheikh Adan Madobe, 66 ans, a été élu président de la chambre basse par 163 voix sur 252, après deux tours de scrutin. Cheikh Adan Madobe, qui a déjà présidé

La suite à la page 7

La suite de la page 6

la chambre basse de 2007 à 2010, n'est pas connu pour être particulièrement aligné sur un des deux principaux protagonistes de la vie politique somalienne, le président Mohamed Abdullahi Mohamed et le Premier ministre Mohamed Hussein Roble, aux relations très tendues. Le président, plus connu par son surnom de «Farmajo», a félicité Madobe, affirmant dans un communiqué espérer que son élection «devienne le point de départ d'un grand changement qui sauve le pays». Mardi 26 avril 2022, un autre vétéran de la politique somalienne, Abdi Hashi Abdullahi, 76 ans, a été élu président de la chambre haute du parlement. Sur Twitter, Mohamed Hussein Roble a appelé les deux présidents de chambre à «assumer leurs responsabilités et à conduire l'élection présidentielle de manière transparente, rapide et pacifique».

Oumou Konaté

La Ligue des consommateurs s'oppose à une augmentation du prix du pain



Le président de la LCB Dasmané Traoré (micro) et ses camarades entendent s'opposer à toute augmentation du prix du pain

La Ligue des Consommateurs du Burkina (LCB) a animé un point de presse dans la soirée du 28 avril 2022. La possible augmentation du prix du pain annoncée par les patrons de boulangeries était au cœur des échanges avec les journalistes.

Le 27 avril 2022, les patrons de boulangeries du Burkina Faso ont annoncé que le prix de la baguette de pain pourrait passer de 150 à 200 FCFA. Pour cause, a-t-on appris, la mauvaise pluviométrie, le Covid-19 et la crise ukrainienne qui ont *«entraîné une baisse du stock mondial de blé»*. Cet argumentaire, la LCB dit

La suite à la page 8

La suite de la page 7



Le pain est une des denrées alimentaires de grande consommation

s'inscrire complètement en faux. Pour la faîtière des consommateurs, certaines de ces raisons avaient été avancées par les boulangers pour justifier une autre augmentation datant de 2017. Dasmané Traoré, président de la LCB, indique que le prix du pain, vu sa sensibilité, avait été discuté et arrêté dans un cadre de concertation regroupant tous les acteurs (gouvernement, boulangers et consommateurs). «Au regard de tout ce qui précède, et dans ce contexte généralisé *de vie chère, la LCB oppose une fin de non-recevoir à toute action ou tentative d'augmentation du prix du pain»*, a-t-il fustigé.

Large boycott du pain en cas de hausse de son prix

A l'en croire, la solution ne réside pas à un réajustement du prix du pain à 200 FCFA mais plutôt dans la baisse des ristournes octroyées aux clients et aux livreurs. Pour éviter de tels désagréments à l'avenir, Dasmané Traoré et ses camarades proposent la mise en place d'un code de bonne conduite qui sera soumis à toutes les boulangeries. Qu'à cela ne tienne, les conférenciers invitent le gouvernement «à siffler la fin de la récréation» et à trouver une issue favorable tant pour les boulangers que pour les consommateurs. «La LCB invite les consommateurs à se mobiliser et tiendra pour responsable le gouvernement si d'aventure cette forfaiture venait à être légalisée car elle va ouvrir la voie à des augmentations (...) face à des consomm*ateurs désarmés»*, prévient le président Traoré. En cas d'augmentation effective du prix de la baguette de pain, les conférenciers se réservent le droit de déployer des moyens pacifiques de protestation au titre desquels figure le boycott.

Abdoul Karim TAPSOBA

BURKINA FASO

Education pour tous: La CN-EPT/BF au secours des élèves déplacés

Le samedi 30 avril 2022, s'est tenue à Ouagadougou la Semaine Mondiale d'Action de l'Education (SMAE). Initiée par la Coalition Nationale de l'Education Pour Tous du Burkina Faso (CN-EPT/BF), ce cadre a servi de forum de plaidoyer et de partage sur les innovations et solutions éducatives en situation d'urgence.



Tahirou Traoré, coordonnateur national du CN-EPT/BF a déploré les de l'insécurité sur le système éducatif burkinabè

Placée sous le thème «Protéger l'éducation en situation d'urgence», la SMAE 2022 s'est longuement penchée sur le système éducatif burkinabè. Selon les organisateurs, la crise sécuritaire que traverse le pays influe négativement sur le système scolaire. Selon une statistique récente communiquée lors de cette activité, l'on apprend que de 2016 à nos jours, 3.405 écoles soit 13,60% des structures éducatives ont été fermées du fait des attaques terroristes. Ces fermetures affectent 525.299 élèves ainsi que 15.441. Au regard de cette situation, poursuivent les organisateurs, il était plus que nécessaire d'adopter des mesures résilientes pour assurer aux élèves une éducation inclusive de qualité. «C'est dans ce contexte qu'est intervenue la validation le 05 novembre 2021 du nouveau référentiel intitulé Plan Stratégique de Développement de l'Education de Base et de l'Enseignement Secondaire (PDSEBS 2021-2025) en remplacement du Plan Stratégique de Développement de l'Education de Base (PDSEB) 2012-2021», a indiqué Tahirou Traoré, coordonnateur national du CN-EPT/BF. A l'entendre, l'objectif de ce forum est de contribuer à assurer l'accès et le maintien à l'école, des enfants de 3 à 16 ans.

Appel à la mobilisation générale

Au cours de ce forum, les participants ont présenté et échangé autour des innovations éducatives en situation d'urgence puis ont recherché leur financement. Évoquant ce dernier aspect, le coordonnateur national CN-EPT/BF appelle à la contribution de tous. «Il faut beaucoup de moyens financiers pour assurer le logement, l'alimentation,

La suite à la page 10

La suite de la page 9



Selon un bilan officiel, plus de 525.000 élèves ont fui leurs localités d'origine à cause des attaques terroristes

la sécurité… des élèves déplacés internes. Il y a beaucoup d'autres aspects qui nécessitent qu'il y ait un soutien financier énorme. Pourtant, au regard de l'accroissement du nombre de ces élèves, il est évident que le budget de l'éducation à lui seul ne pourra pas supporter. C'est pourquoi nous appelons à une mobilisation générale des ressources humaines, financières et matérielles afin d'assurer à ces enfants leur droit à l'éducation», a plaidé Tahirou Traoré. Pour ce dernier, cette stratégie consistera à offrir aux enfants déplacés un enseignement en ligne via les matériels informatiques (ordinateurs, téléphones portables…).

Créée en octobre 2000 suite au forum de Dakar tenu la même année, la CN-EPT/BF a été officiellement reconnue le 9 juin 2010. Sa mission est d'informer, de former, de sensibiliser et de mobiliser les uns et les autres pour une éducation de base gratuite et de qualité pour tous.

Abdoul Karim TAPSOBA

Au moins 10 personnes tuées dans l'effondrement d'un immeuble à Lagos

L'effondrement d'un immeuble de trois étages à Lagos, dans la soirée du dimanche 01 mai 2022, a fait 10 morts dont un enfant, a rapporté mardi TV5 Monde

Lagos, la capitale économique du Nigeria a été frappée par un nouveau drame. En cause, l'effondrement d'un immeuble de trois étages situé dans le quartier d'Ebute-Metta, dans la partie continentale de la mégalopole de plus de 20 millions d'habitants. Le rez-de-chaussée et le premier étage servaient d'entrepôts tandis que les 2e et 3e étages étaient résidentiels. Selon TV5Monde, huit corps avaient initialement été extraits des décombres et plus d'une vingtaine de personnes sauvées, le jour du drame sur la base des déclarations

La suite à la page 11

La suite de la page 10



La fouille des décombres se poursuit à la recherche d'éventuelles survivants

de Ibrahim Farinloye, de l'Agence nationale de gestion des urgences (Nema). Cependant, ce bilan sera revu à la hausse, suite à la découverte de nouveaux corps. *"Deux autres corps, dont celui d'un garçon de quatre ans, ont été retrouvés hier, ce qui porte le nombre de morts à 10"*, a indiqué, le mardi 03 avril 2022, M. Farinloye, cité par notre source. Et d'ajouter qu'une enquête est en cours pour déterminer les causes de l'effondrement.

En signe de soutien, le chef de l'État nigérian, Muhammadu Buhari a fait part de ses condoléances aux familles des victimes, mortes sous les décombres de cet immeuble, a indiqué RFI. Il a dans son message, demandé aux autorités de prendre les mesures nécessaires pour que des contrôles plus stricts soient établis. La fréquence des effondrements d'immeubles au Nigeria prend des proportions de plus en plus inquiétantes selon les autorités. En novembre 2021, l'effondrement d'un gratte-ciel en construction à Lagos avait fait 45 morts parmi les ouvriers qui travaillaient sur le chantier.

Roseline BADO

MALI

La France conteste la rupture des accords de défense par les autorités maliennes



Paris a qualifié mardi d'»injustifiée» la décision des autorités de Bamako de dénoncer les accords de défense entre la France et le Mali. Cette décision de la junte au pouvoir au Mali ouvre un autre épisode de tension entre les deux états au moment où la France a acté le retrait de ces troupes dans ce pays.

«*Informée, le 2 mai, de la décision unilatérale des autorités de transition maliennes de dénoncer*» *ces accords, la France «considère cette décision injustifiée et conteste formellement toute violation du cadre juridique bilatéral qui serait imputable à la force Barkhane*», a réagi la porte-parole du ministère des Affaires étrangères dans un communiqué cité par Lorient le jour. Lundi, la junte au pouvoir au Mali a annoncé la rupture des accords de défense avec la France et ses partenaires européens. En effet, Les autorités militaires arrivés au pouvoir en août 2020 ont dénoncé les Accords de statut des forces (Status of Force Agreements, appelés «Sofa») fixant le cadre juridique de la présence au Mali des forces françaises barkhane et européenne Takuba, ainsi que le traité de coopération en matière de défense conclu le 16 juillet 2014 entre le Mali et la France. Le porte-

La suite à la page 13

La suite de la page 12

parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga, a justifié cette décision par les «insuffisances graves» et les «atteintes flagrantes à la souveraineté nationale» de la part de la France, engagée militairement dans le pays depuis 2013. Il a cité «l'attitude unilatérale» de la France lorsqu'elle a suspendu, en juin 2021, les opérations conjointes entre les forces française et malienne, l'annonce en février 2022, «encore sans aucune consultation de la partie malienne», du retrait des forces Barkhane et Takuba, et les «multiples violations» de l'espace aérien par les appareils français malgré l'instauration par les autorités d'une zone d'interdiction aérienne au-dessus d'une vaste partie du territoire. Les autorités ont précisé que la dénonciation du traité de défense ne prendrait effet que dans six mois. En revanche, celle concernant « Barkhane » et « Takuba » a, selon elles, un « effet immédiat ». En clair, Bamako considère désormais la présence des militaires français et européens sur son sol comme illégale.

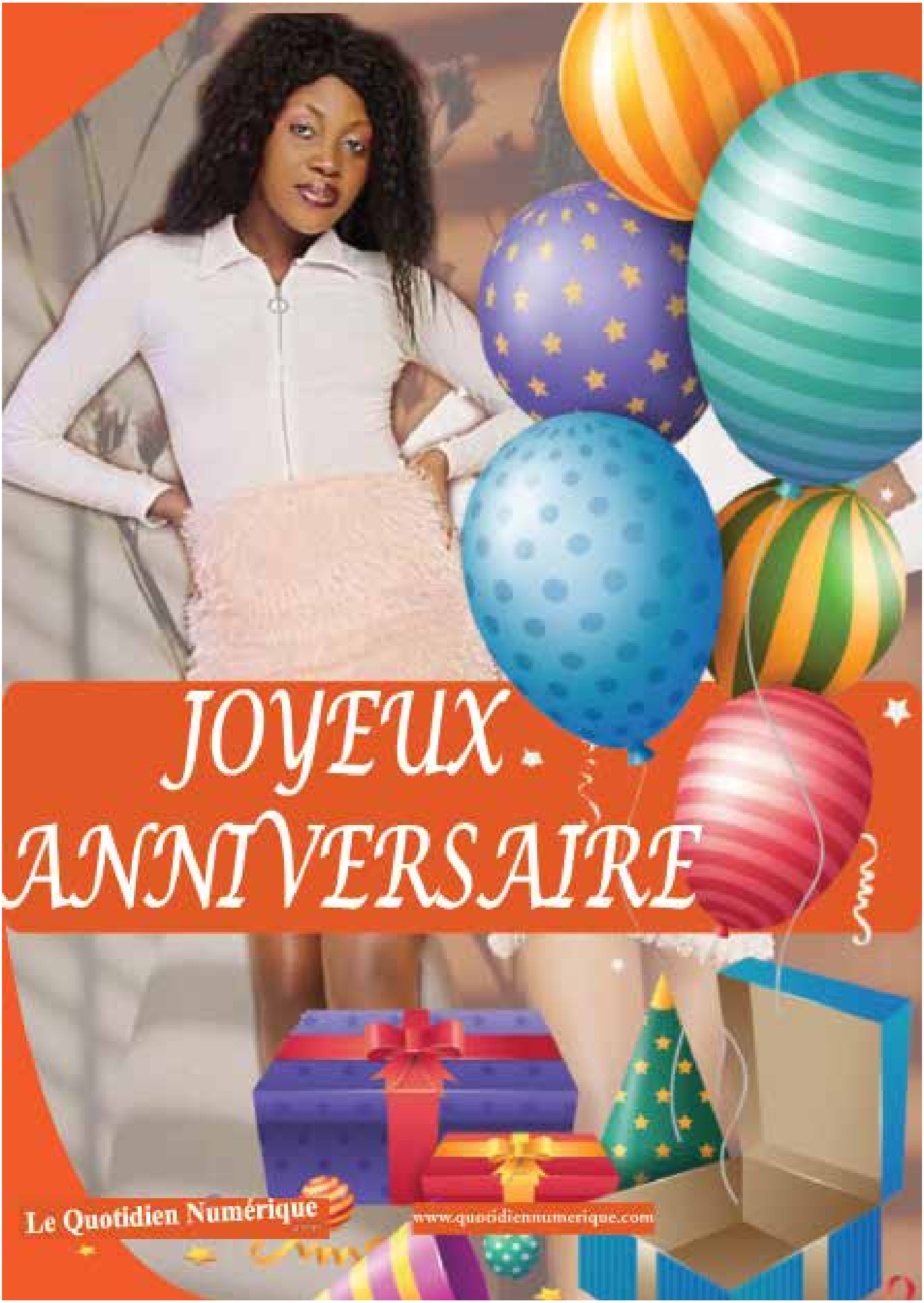
La France ne compte pas modifier le calendrier de retrait de ses troupes

Des violations fermement démenties par les militaires français. «*Nous considérons que l'analyse juridique des autorités maliennes selon laquelle le Sofa est dénoncé avec effet immédiat en raison de violations n'est pas fondée. Nous considérons qu'à ce stade le Sofa court toujours*», jusqu'à ce que le dernier soldat français quitte le territoire malien, a laissé entendre mardi, l'état-major français, cité par Lorient le jour. Le Quai d'Orsay de son côté rassure que la France poursuivra le retrait en bon ordre de sa présence militaire au Mali, «*conformément aux engagements pris à l'égard de ses partenaires et dans un souci de coordination et de dialogue respectueux avec les forces armées maliennes*». Depuis quelques mois les relations entre les deux anciens alliés se sont fortement dégradées. Si l'arrivée du groupe russe Wagner sur le sol malien a contribué a exacerbé les tensions, un récent épisode semble avoir jeté de l'huile sur le feu. De manière assez inédite, rapporte notre source, l'état-major français a décidé de diffuser des vidéos tournées par un drone à proximité de la base de Gossi (centre), quittée en avril par la France, montrant selon lui des paramilitaires de la société russe Wagner en train d'enterrer des corps en vue de faire accuser la France de crimes de guerre. Des accusations rejetées par Bamako qui jusqu'à-là refuse de confirmer la présence des soldats de Wagner au Mali.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a parallèlement tenu mardi une réunion informelle à huis clos sur le Mali, à la demande de la Russie, qui a accusé la France de propager des accusations mensongères contre Moscou et Bamako, selon des diplomates.

Auguste Don de Dieu

ANNIVERSAIRE



SHOOTING PHOTO



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Nigeria (Eliminatoires Coupe du monde 2022): le pays écope d'une sanction



Récemment réunie, la commission de discipline de la FIFA a annoncé, le lundi dernier, toute une série de sanctions suite aux barrages de la Coupe du monde 2022 en Zone Afrique, a rapporté Afrik Soir. Après l'élimination face au Ghana et l'envahissement du terrain qui s'en est suivi, et qui a causé le décès d'un officiel de la Confédération africaine de football, le Nigeria n'échappera pas à un match à huis clos, lui non plus, ainsi qu'à une amende de 150 000 francs suisses d'amende, confie la source.

Covid-19 : la Zambie relance la vaccination



Selon Africanew, la ministre de la Santé du pays a annoncé la relance de la vaccination contre la covid-19 le 14 mai, malgré la baisse des contaminations. Alors qu'elle s'exprimait lors d'un point de routine sur la pandémie, la ministre a rendu hommage aux agents de santé pour leur résilience. Tout en encourageant ce personnel à se faire vacciner. La Zambie est à 320000 cas et 3 976 décès. La Zambie ne baisse pas la garde face au coronavirus.

Mauritanie : le pays et la Géopolitique de l'hydrogène



Selon Financial Afrik, la Mauritanie devient un centre potentiel de la production et de l'exportation de l'hydrogène vert comme en témoigne le MOU signé récemment par la junior Chariot avec le Port de Rotterdam en vue de l'exploitation du projet Nour de 10 Gigawatt. Autant la tendance consensuelle pour l'atteinte des objectifs de neutralité carbone d'ici à 2050 s'affirme inexorable, autant l'émergence d'une nouvelle donne géopolitique se profile à l'horizon avec l'introduction de nouvelles règles de jeu, constate le journal.

Cap vert : projet de liaison maritime entre les pays de la CEDEAO



La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) envisage de créer une liaison maritime entre le Cap-Vert et certains pays de la sous-région ouest-africaine, a confié la République togolaise. Le commerce entre le Cap-Vert avec les pays de la Cédéao représente 2% des échanges de l'archipel là où la moyenne des échanges entre les Etats de la communauté est de 15%, a ajouté notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Afrique : la RDC et la Zambie s'associent pour la fabrication des batteries électriques



La Zambie et la République Démocratique du Congo (RDC), cité par Zoom eco.net, ont signé, le vendredi 29 avril 2022, à Lusaka, un accord industriel bilatéral pour la fabrication commune des batteries électriques. Selon les clauses de cet accord, l'usine de fabrication des batteries électriques sera installée, dans les jours à venir, à Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut-Katanga. Les deux pays voisins se proposent de mettre en place un cadre de gouvernance commun dénommé « *Conseil de la batterie de la République de la Zambie et de la RDC* ».

La FIFA sanctionne sévèrement le Sénégal



Selon Galsenfoot, les sanctions de la double confrontation Sénégal-Egypte comptant pour le barrage qualificatif à la Coupe du Monde sont tombées. Conformément à sa politique de tolérance zéro vis-à-vis de la discrimination et de la violence dans le football, la FIFA a sanctionné la Fédération sénégalaise de football et celle égyptienne en raison du mauvais comportement de leurs supporters respectifs. Pour le Sénégal c'est 175 mille francs suisses soit 112 millions de fcfa avec un match sans la présence des supporters lors des qualifications de la coupe du monde. L'Egypte a aussi écopé d'une amende de 6 000 francs suisse.

Le PSG a envoyé 4 stars au Rwanda



Selon Footmercato.net, le Paris Saint-Germain a offert un séjour évasion à quatre de ses stars. Grâce à son partenariat avec Visit Rwanda, Julian Draxler, Thilo Kehrer et Sergio Ramos ont pu se rendre dans le pays situé au nord-ouest de la Tanzanie, comme l'ont annoncé les Rouge-et-Bleu sur leur site officiel. « *Le Rwanda accueille depuis samedi la visite de quatre joueurs du Paris Saint-Germain. (...) Les joueurs et leurs familles ont pu commencer à goûter à l'hospitalité rwandaise et à découvrir les nombreux trésors touristiques que recèle le pays* » peut-on lire.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Centrafrique : HRW dénonce des meurtres de mercenaires russes «en toute impunité»



Dans un rapport publié le 3 mai 2022, Human Rights Watch (HRW) a affirmé détenir des «*preuves convaincantes*» démontrant que des miliciens soutenant le pouvoir en Centrafrique y ont commis «*de graves abus*», dont des meurtres et tortures, «*en toute impunité*» depuis 2019, selon France 24. Le rapport évoque aussi des «*détentions arbitraires, tortures et exécutions extra-judiciaires*» présumées à Alindao (centre) en juin 2021, sur des «*hommes arrêtés au hasard dans la rue*». Sollicités par HRW sur les accusations du rapport, ni le gouvernement centrafricain, ni le ministère russe des Affaires étrangères n'ont donné suite, selon l'ONG.

Guinée équatoriale : Amnesty International demande la libération de quatre migrants



Dans un communiqué publié le 30 avril 2022, Amnesty International, cité par La Croix, réclame la libération de quatre migrants Ouest-Africains emprisonnés depuis plus de cinq mois en Guinée équatoriale, après des rafles ayant visé des centaines d'étrangers en séjour irrégulier. Selon la source, il s'agit des Maliens Abdoulay Ndom et Mohamed Kalouare, le Guinéen Toba Mammed et l'Ivoirien Lamin Sisoko, des migrants irréguliers. Les quatre hommes « *n'ont pas eu accès à des procédures administratives ou judiciaires pour contester les motifs de leur arrestation* », a indiqué l'ONG

Tunisie/ Sfax: 57 migrants irréguliers sauvés



Des unités de la marine nationale et de la Garde nationale maritime ont intercepté, durant la nuit du dimanche 30 avril à lundi 01 mai 2022, trois embarcations servant à des tentatives de migration clandestine, a rapporté Mosaïque fm. 57 migrants irréguliers de diverses nationalités dont 15 égyptiens ont été sauvés, a indiqué notre source. Selon le Lieutenant-colonel Ali Ayari, porte-parole du district de la Garde nationale maritime, cité par notre source, une petite barque équipée d'un moteur a été saisie alors que les trois autres embarcations ont coulé.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

RDC/ Ituri: nouvelle incursion des rebelles ADF à Lolwa



Une nouvelle incursion des rebelles ADF a été signalée, le dimanche 1er mai 2022 à Lolwa, dans le territoire d'Irumu (Ituri), a rapporté Radio Okapi. Des sources de la société civile font état d'au moins deux civils tués par ces assaillants, mais les autorités militaires parlent plutôt d'un mort dans le camp de l'ennemi. Un témoins de l'attaque a estimé, selon notre source, que l'objectif de ces hors la loi était d'accéder à l'hôpital pour se ravitailler en médicaments. Cependant la présence des militaires des FARDC à proximité va permettre de les repousser.

Cameroun: une sénatrice camerounaise enlevée dans la zone anglophone



Elizabeth Regina Mundi, sénatrice du parti du président Paul Biya, a été enlevée par des indépendantistes, le 30 avril 2022, à Bamenda, dans la région du Nord-Ouest du Cameroun, a rapporté VOA Afrique. Selon Actu Cameroun, les ravisseurs de la sénatrice ont exigé comme condition à sa remise en liberté, la libération de 75 combattants séparatistes. A noter toujours selon Actu Cameroun, que la sénatrice a été contrainte dans une vidéo d'annoncer sa démission de son poste et d'affirmer qu'elle aime l'état imaginaire d'Ambazonie.

Nigeria : au moins huit morts dans l'effondrement d'un immeuble à Lagos



Huit personnes sont mortes dans l'effondrement d'un immeuble de trois étages à Lagos, ont indiqué, lundi dernier, les services de secours, a informé VOA Afrique. L'immeuble s'est effondré dimanche soir vers 21h30, ont précisé les sauveteurs, qui ont réussi à extraire des décombres 23 personnes. Le premier étage de l'immeuble, situé dans le quartier d'Ebute-Metta, servait d'entrepôts, tandis que les 2e et 3e étages étaient résidentiels, a précisé Ibrahim Farinloye, de l'agence nationale de gestion des urgences (Nema).

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Francis KOMBOÏGO

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tigo
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

MARCHE DE L'IMMOBILIER



